

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement Centre-Val de Loire


A Orléans, le 19 septembre 2019

Unité départementale du Loiret

Service coordonnateur de l'instruction

Nos réf. : GB N° 976 /2019

Vos réf. : Dossier enregistrement déposé en préfecture le 15/11/18  
complété le 06/09/2019

Affaire suivie par : Geoffrey BRIDE 

[geoffrey.bride@developpement-durable.gouv.fr](mailto:geoffrey.bride@developpement-durable.gouv.fr)

Tél : 02 38 25 01 22

Courriel : [ud45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

Vérifiée par : Maamar HADJ MESSAOUD

M:103 ENVIRONNEMENT1 Ets EISANOFI\_Trigueres\_13813\INSTRUCTION  
2019\_09\_19\_RACNO\_SANOFI\_Triguieres.odt

S3IC : 100.13813 - RACNO dde d'enregistrement

**SANOFI WINTHROP INDUSTRIE**

196, rue du Maréchal Juin  
45200 AMILLY

À l'attention de M. Vincent LAILHEUGUE

**Objet : Demande d'enregistrement relative au stockage d'effluents azotés destinés à  
l'épandage que vous exploitez sur le territoire de la commune de TRIGUERES**  
**P.J. : Demande de compléments à apporter au dossier de demande d'enregistrement**

Monsieur le Directeur,

Par courrier ci-dessus référencé, vous avez transmis à Monsieur le préfet un dossier de demande d'enregistrement pour un projet de stockage d'effluents azotés destinés à l'épandage sis lieu-dit Les Etoits sur le territoire de la commune de TRIGUERES.

J'ai le regret de vous annoncer que les éléments du dossier ne sont pas suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et au regard de son environnement.

En l'état, le dossier ne peut être jugé recevable (complet et régulier).

En conséquence, je vous prie de trouver ci-joint un relevé des insuffisances vous invitant à régulariser le dossier de demande par la production de compléments dans un délai de 2 mois.

Je transmets copie du présent courrier à Monsieur le préfet du Loiret.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information que vous jugeriez nécessaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur,  
Le chef de la subdivision Loiret 4,

  
Maamar HADJ MESSAOUD

Copies : DREAL Centre – SRCT  
DDPP45

## Annexe au courrier – Demande de compléments sur demande d'enregistrement

Le dossier est incomplet et irrégulier, les éléments repris dans les tableaux ci-dessous devront être apportés dans un délai de deux mois, en complétant la dernière colonne du tableau ci-dessous et en complétant le dossier de demande d'enregistrement.

Emplacement dans le dossier	Compléments demandés compte tenu du caractère incomplet ou irrégulier du dossier	Prise en compte par l'exploitant, référence du § et page du dossier mis à jour
Page 33	<p>À l'article A4 du tableau d'analyse de la compatibilité de l'usage des sols avec le règlement de la zone A du PLU de la commune de Triguères, il est indiqué que les bassins de stockage des effluents sont équipés de deux puisards en partie basse, pour contrôler l'étanchéité des bassins. Selon les éléments du dossier, le dispositif de contrôle de l'étanchéité n'est pas opérationnel.</p> <p>Le pétitionnaire doit soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indiquer les moyens qui seront mis en œuvre pour rendre fonctionnel le dispositif de contrôle de l'étanchéité des bassins,</li> <li>- prévoir des analyses de l'eau présente dans les puisards afin d'en déterminer l'origine.</li> </ul> <p>De plus, le pétitionnaire doit joindre à son dossier des justificatifs de contrôle du bon fonctionnement des systèmes de drainage.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection informe le pétitionnaire qu'elle proposera à monsieur le Préfet d'imposer la mise en place d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines compte tenu de la nature des effluents stockés dans les bassins et de la vulnérabilité de la nappe.</p>	
Annexe 4 Article 9	<p>Concernant les moyens de lutte contre l'incendie (prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018), le pétitionnaire doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit demander un aménagement (case à cocher en page 5 du document CERFA et justifier sa demande),</li> <li>- soit se conformer aux prescriptions de l'article visé ci-dessus.</li> </ul>	